

## **TITRE : La FHF dénonce l'"état budgétaire" dans lequel se trouvent les hôpitaux du fait de l'insuffisance de l'Ondam hospitalier**

PARIS, 30 janvier 2007 (APM) - La Fédération hospitalière de France (FHF) a dénoncé mardi dans un communiqué l'"état budgétaire" dans lequel se trouvent les hôpitaux du fait de l'insuffisance de l'Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) hospitalier pour 2007.

La FHF a écrit lundi au ministre de la santé, Xavier Bertrand, pour attirer son attention sur la situation budgétaire "particulièrement préoccupante" des hôpitaux.

Contacté mardi par l'APM, le délégué général de la FHF, Gérard Vincent, a dénoncé l'insuffisance globale de l'Ondam hospitalier (+3,5%) qui rend problématique sa "mise en musique". La fédération estime qu'il n'est "même pas suffisant pour couvrir les dépenses minimum de fonctionnement des hôpitaux à moyens constants en personnels qui progresseront automatiquement de 4,59% en 2007".

"Ce décalage entraîne un besoin de financement mécanique de 600 millions d'euros avant même que l'année ait commencé", ajoute-t-elle.

La fédération dénonce également l'"amputation" de l'enveloppe hospitalière d'une "réserve" de 75 millions d'euros visant à couvrir le dépassement d'activité des établissements de santé constaté en 2006, "sans qu'il soit tenu compte du fait que le dérapage est entièrement imputable aux établissements du secteur privé commercial".

Elle déplore le fait que le ministère ait décidé de geler la dotation annuelle complémentaire (DAC), qui représentera encore une part importante de ses ressources en 2007. "La moitié de nos recettes est donc en diminution en euros constants", a souligné Gérard Vincent.

De plus, l'évolution tarifaire profitera "à 100% au secteur privé et à 50% au secteur public", la T2A étant appliquée à 100% dans les cliniques et à 50% dans les hôpitaux, souligne la FHF.

Les discussions avec le ministère de la santé sur la campagne tarifaire 2007 semblent s'orienter vers une augmentation de 0,7-0,8% des tarifs publics associée à une hypothèse d'augmentation de 2% de l'activité.

"Tous ces éléments placent les hôpitaux publics dans une situation budgétaire difficile et risquent de compromettre à terme le maintien de la qualité de notre service public hospitalier", conclut la FHF.